



Baie-Mahault, le 07 septembre 2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communes, un patrimoine en danger Faisons cause commune le 19 septembre en Guadeloupe

Depuis plusieurs mois, l'Association des Maires de France défend la cause des communes, afin que le gouvernement assouplisse les modalités de leur contribution à la réduction des déficits publics.

Faute d'écho favorable, l'AMF a lancé un appel à mobilisation -le samedi 19 septembre 2015- de tous les élus des communes et intercommunalités de France Hexagonale et de l'Outre- Mer, afin d'alerter les habitants sur les conséquences de la baisse des dotations sur l'investissement et les services publics locaux.

De plus, les citoyens sont invités à signer la pétition intitulée « ***l'Appel du 19 septembre pour les communes de France*** », en ligne ,sur le site www.change.org .

L'Association des Maires de La Guadeloupe exprime sa solidarité et son adhésion à cette mobilisation, visant à sauvegarder l'initiative communale.

L'AMG est pleinement consciente de la nécessité d'assainir les finances publiques et de participer à l'effort national.

Il demeure cependant que la baisse de 30% des dotations à laquelle nous sommes soumis – sévère pour les communes de l'Hexagone – est d'une brutalité intenable pour celles de l'Outre-Mer.

Confrontées à des aléas climatiques majeurs, à des menaces constantes de catastrophes naturelles imprévisibles, à une situation économique et sociale alarmante qui font d'elles des zones exposées et fragiles, les communes de l'Outre-mer français de la Caraïbe sont encore plus touchées par la baisse des dotations imposée par l'Etat.

La seule invasion incessante des algues sargasses nous montre à quel point nos îles sont vulnérables et ont besoin de moyens considérables pour gérer tous ces problèmes.

C'est pourquoi est-ce bien volontiers que l'Association des Maires de Guadeloupe relaye l'appel de l'AMF et invite donc tous les maires à faire du 19 septembre une journée de mobilisation de leurs élus, selon des modalités de leurs choix, pour exprimer la souffrance dans laquelle sont obligées de vivre nos communes, confrontées aux vicissitudes actuelles de notre société et du monde dans lequel nous vivons.

**Le Président,
Jean-Claude LOMBION**

